

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 11 juillet 2022

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
25	20	1

N° de séance : 26

Objet de la délibération : Plan Logement
d'Abord - Convention de participation
financière entre la CASA, l'Etat et Galice

N° d'enregistrement : BC.2022.141

Date de convocation :
05 juillet 2022

Date d'affichage
18 JUL. 2022

Date de réception en s/Préfecture

18 JUL. 2022

Le Président certifie sous sa
responsabilité le caractère exécutoire
de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet
d'un recours devant le Tribunal
Administratif de Nice dans un délai de
deux mois à compter de sa notification
ou de sa publication, soit par voie
postale 18 avenue des Fleurs CS 61039
06050 Nice Cedex 1, soit par voie
électronique à partir de l'application «
Télérécours citoyens » accessible sur le
site de téléprocédures
<http://www.telerecours.fr/>

L'an deux mil vingt-deux et le 11 juillet à 15H00, le Bureau
Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia
Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions
des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des
Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi,
Espaces du Fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, sous la
présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Michel
ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE,
Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Gilbert
TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO,
Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René
TRASTOUR, Alexis ARGENTI

PROCURATIONS :

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie
NASICA

Monsieur LEONETTI,

Vu la délibération n° CC.2019.163 du Conseil Communautaire du
14 octobre 2019, approuvant le troisième Programme Local de
l'Habitat (PLH), dont un des objectifs opérationnels est de gérer les
parcours résidentiels de l'hébergement au logement autonome ;

Vu la délibération n° CC.2018.189 du Conseil Communautaire du
27 septembre 2018 relative à la convention pluriannuelle d'objectif
2018-2019 avec l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre accélérée du
Plan Logement d'Abord ;

Vu la délibération n° CC.2022.XX du Conseil Communautaire du
4 juillet 2022 relative au troisième avenant à la convention
pluriannuelle d'objectif 2018-2019 avec l'Etat dans le cadre de la mise
en œuvre accélérée du Plan Logement d'Abord ;

Vu le plan quinquennal pour le logement d'Abord et la lutte contre le sans-abrisme (2018-2022) qui propose une réforme structurelle de l'accès au logement pour les personnes sans-domicile ;

Considérant qu'en qualité de territoire pilote sélectionné par le Ministère de la Cohésion des territoires, dans le cadre de la mise en œuvre accélérée du Plan pour le Logement d'Abord, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) est financée par l'Etat depuis 2018 pour développer son plan d'action territorial afin de répondre aux objectifs suivants :

- Développer et rééquilibrer l'offre de logement abordable ;
- Améliorer l'accès au logement et renforcer le maintien dans le logement ;
- Consolider la coordination des mesures d'accompagnement social liées au logement.

Considérant que cette sélection a fait l'objet d'une convention pluriannuelle d'objectif (2018-2019), conclue entre l'Etat et la CASA, et que le troisième avenant de celle-ci, adopté par le Conseil Communautaire du 4 juillet 2022, est venu en prolonger la durée jusqu'au 31 décembre 2022 ;

Considérant que cet avenant est venu préciser le montant de la subvention de l'Etat à la CASA pour l'année 2022, soit **313 167 €** ;

Considérant, en outre, que la délibération du Conseil Communautaire du 4 juillet 2022 relative à cet avenant prévoit que la mission de coordination et d'animation du Plan Logement d'Abord de la CASA, imposée par le cahier des charges du Plan Logement d'Abord, fasse l'objet d'une convention tripartite de participation financière entre la CASA, l'Etat et le porteur de projet choisi, approuvée en Bureau communautaire ;

Considérant qu'au regard de son implication dans le secteur du Logement et de l'Hébergement sur l'ensemble du Département, notamment au travers de la coordination départementale du Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO), l'association GALICE représente aujourd'hui l'acteur de référence, capable de répondre au mieux aux enjeux stratégiques du Logement d'Abord ;

Considérant que l'association GALICE a d'ores et déjà assuré la mission de coordination et d'animation du Plan Logement d'Abord de la CASA dans le cadre de deux conventions tripartites de participation financière, la première conclue pour la période du 1^{er} novembre 2019 au 30 avril 2021, et la seconde pour la période du 1^{er} mai au 31 décembre 2021 ;

Considérant que la seconde convention de participation financière susmentionnée est arrivée à échéance le 31 décembre 2021 et qu'il convient dès lors, de déterminer les modalités de portage et de financement de l'action entre la CASA, l'Etat et l'association GALICE, et de fixer les engagements des différentes parties la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 dans le cadre d'une nouvelle convention de participation financière ;

Considérant que dans le cadre de cette dernière, l'association GALICE s'engage à recruter un(e) chargé(e) de projet à temps complet, sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 ;

Considérant qu'en contrepartie, la CASA et l'Etat s'engagent à soutenir financièrement GALICE sur la période référence ;

Considérant que le coût total de l'action sur la durée de la convention est évalué à **75 459 €** (soixante-quinze mille quatre cent cinquante-neuf euros) ;

Considérant que le montant de la participation financière attribuée par la CASA et l'Etat au titre de cette action a été réparti comme suit :

- CASA : 15 092 € (quinze mille quatre-vingt-douze euros) ;
- Etat : 60 367 € (soixante mille trois cent soixante-sept euros).

Il est proposé au Bureau communautaire :

- d'approuver la convention de participation financière relative à la mission de coordination et d'animation du projet de mise en œuvre accélérée du Plan Logement d'Abord sur le territoire de la CASA, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; fonction 70 – budget de la Direction Habitat Logement.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention de participation financière relative à la mission de coordination et d'animation du projet de mise en œuvre accélérée du Plan Logement d'Abord sur le territoire de la CASA, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; fonction 70 – budget de la Direction Habitat Logement.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 11 JUILLET 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Plan Logement d'Abord - Convention de participation financière entre la CASA, l'Etat et Galice

Date de transmission de l'acte : 18/07/2022

Date de réception de l'accusé de
réception : 18/07/2022

Numéro de l'acte : BC_2022_141 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220711-BC_2022_141-DE

Date de décision : 11/07/2022

Acte transmis par : Corinne PAVAN-SANTAINÉ

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 8. Domaines de compétences par thèmes
8.5. Politique de la ville-habitat-logement